



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

**Bureau de l'environnement et du
cadre de vie**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**de la société IMET Alloys (SIRET 891 754 368 00027), dont le siège social est situé 1, impasse
Cochery – ZAC de la Montane Est – 19800 Eyrein, de respecter les prescriptions applicables aux
installations de transit et de traitement de déchets métalliques non-dangereux
exploitées au même endroit**

Le Préfet de la Corrèze
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 août 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze, sous-préfète de Tulle, Mme Nicole CHABANNIER ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2026-03-09-00004 du 9 mars 2026 portant délégation de signature à Mme Nicole CHABANNIER, secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale délivré le 7 mai 2024 à la société IMET Alloys pour l'exploitation d'installations de traitement de déchets métalliques non-dangereux, notamment de broyage et dégraissage de tournures, sur le territoire de la commune d'Eyrein au 1, impasse Cochery, concernant notamment les rubriques 2791-1, 2564-1a et 2713-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024 susvisé qui dispose que :

« Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas » ;

Vu l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024 susvisé qui dispose que :

« [...] L'ensemble des installations figure sur le plan fourni en annexe 1 du présent arrêté préfectoral. » ;

Vu l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024 susvisé qui dispose que :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la

sécurité, la salubrité publique, [...] pour la protection de la nature, de l'environnement, des paysages [...]. »

Vu l'article 71.2 (IV) de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024 susvisé qui dispose que :

« Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

[...] Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

[...] - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. »

Vu l'article 6.1.6 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024 susvisé qui dispose que :

« [...] L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

[...] Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment [...] » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 9 mars 2026 faisant état des non-conformités constatées lors de l'inspection réalisée le 17 février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de la société IMET Alloys par courrier avec accusé-réception daté du 16 mars 2026 ;

Vu l'absence d'observation par la société IMET Alloys ;

Considérant que lors de la visite en date du 17 février 2026, les inspecteurs des installations classées ont constaté les faits suivants :

- la présence de nombreux entreposages de déchets métalliques dont beaucoup de big-bags de tournures, souillées aux huiles de coupe, stockés en extérieur directement sur le sol, sans couverture pour les protéger des intempéries et dont certains sont percés ou renversés ;

- la présence de tournures métalliques disséminées sur les voiries extérieures, à proximité du site exploité par la société IMET Alloys ;

- la contamination du réseau d'évacuation et de traitement des eaux pluviales du site par les tournures métalliques souillées aux huiles de coupe ;

- des tournures et de l'huile de coupe s'échappaient de l'installation de broyage des tournures de superalliages sous le bardage du bâtiment, rejoignant directement le milieu naturel, i.e. sans être captées par le réseau de gestion des eaux pluviales

- l'inaccessibilité du site et notamment pour les accès pompiers du fait de la réduction des voiries de circulations causée par la présence de nombreux entreposages extérieurs de déchets ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.2.1, 1.3, 1.8, 6.1.6 et 71.2(IV) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2024 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où il est de nature à augmenter les risques de pollution des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société IMET Alloys de respecter les prescriptions des articles 1.2.1, 1.3, 1.8, 6.1.6 et 71.2(IV) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2024 susvisé ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées :

ARRÊTE :

Article 1 – La société IMET Alloys exploitant des installations de traitement de déchets métalliques non-dangereux sur le territoire de la commune d'Eyrein, 1 Impasse Cochery, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.2.1, 1.3, 1.8, 6.1.6 et 7.1.2(IV) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2024 susvisé, en définissant et mettant en œuvre, dans un délai de 3 mois, les dispositions organisationnelles et constructives permettant de mettre en conformité les conditions de stockage des déchets de tournures présents hors des bâtiments

Article 2 – En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 – Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Corrèze pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Corrèze,
- Monsieur le maire de la commune d'Eyrein,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Tulle, le 1er avril 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Nicole CHABANNIER

